



HAL
open science

Internet dans la reconfiguration des répertoires d'action du mouvement "féministe agroécologique" brésilien

Héloïse Prévost, Julien Figeac, Tristan Salord, Guillaume Cabanac

► To cite this version:

Héloïse Prévost, Julien Figeac, Tristan Salord, Guillaume Cabanac. Internet dans la reconfiguration des répertoires d'action du mouvement "féministe agroécologique" brésilien. *Politiques de communication*, 2021, 17, pp.129-156. 10.3917/pdc.017.0129 . halshs-03658292

HAL Id: halshs-03658292

<https://shs.hal.science/halshs-03658292>

Submitted on 3 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Internet dans la reconfiguration des répertoires d'action du mouvement "féministe agroécologique" brésilien

Version des auteur.e.s

Héloïse Prévost

LISST, Université de Toulouse II

heloise.prevost@univ-tlse2.fr

Julien Figeac

CNRS

Tristan Salord

IRIT, Université de Toulouse III

Guillaume Cabanac

IRIT, Université de Toulouse III

Référence :

Héloïse Prévost, Julien Figeac, Tristan Salord, Guillaume Cabanac, (2021) Internet dans la reconfiguration des répertoires d'action du mouvement "féministe agroécologique" brésilien, *Politiques de communication*, n°17, p. 129-156.

Résumé :

La nécropolitique bolsonarienne et les assauts renouvelés à l'environnement viennent réaffirmer l'emprise de l'agrocapitalisme au Brésil. Le néolibéralisme autoritaire assuré par Jair Bolsonaro s'inscrit dans la lignée d'une histoire de masculinité coloniale et de processus assurés depuis le *golpe* : démantèlement des protections environnementales, atteinte aux droits et vies des populations indigènes et rurales, explosion des conflits territoriaux, renforcement des forces politiques et économiques « du bœuf, de la bible et de la balle ». Face à cette emprise, comment peut s'organiser une alternative socio-environnementale ? Sur la base d'entretiens et d'une analyse lexicométrique des messages publiés dans Facebook, entre 2013 et 2017, par des membres de l'« espace féministe agroécologique », cet article dégage les stratégies de résistances et les répertoires d'action pluriels et connectés qui sont mobilisés pour structurer, visibiliser puis coordonner une alternative féministe environmentaliste.

Cette recherche révèle comment les militant·es luttent contre les différentes formes de violences agrocapitalistes et construisent une alternative au moyen de techniques de lutte spécifiques déployées au sein des organisations militantes, à l'intersection des différents réseaux d'acteur·rices impliquées et à l'aide des réseaux sociaux numériques, notamment les pages Facebook animées par les collectifs de militant.e.s.

Mots clés : Féminisme ; Agroécologie ; Mouvements sociaux ; Répertoire d'action ; Brésil

Abstract:

The Bolsonian necropolitics and renewed assaults on environment reaffirm the hold of agrocapitalism in Brazil. Jair Bolsonaro's authoritarian neoliberalism is in line with a history of colonial masculinity and processes that have been in place since the *golpe*: the dismantling of environmental protections, the attacks at the rights and lives of indigenous and rural populations, the explosion of territorial conflicts, the strengthening of the political and economic forces « of the Ox, the Bible, and the Ball ». Faced with this hold, how can a socio-environmental alternative be organized? Based on interviews and a lexicometric analysis of the messages published on Facebook between 2013 and 2017 by members of the « agroecological feminist space », this article identifies the strategies of resistance and the on and offline repertoires of action mobilized to structure, make visible and coordinate a feminist environmentalist alternative.

This research shows how activists fight against the different forms of agrocapitalist violence and build an alternative through specific techniques of struggle within activist organizations, at the intersection of the different networks of actors involved and with the help of digital media, in particular the Facebook pages animated by activist groups.

Keywords: Feminism ; Agroecology ; Social movements ; Action repertoire ; Brazil

Le Brésil est une puissance agricole à l'échelle mondiale. Depuis l'histoire coloniale et esclavagiste, une élite blanche et masculine de planteurs coloniaux devient propriétaire des grandes surfaces de terres (*latifúndios*) – provoquant la concentration des terres – et intègre les espaces du pouvoir étatique (Esmeraldo, 2004). La « nature [est] colonisée » (Alimonda, 2011), s'appuyant sur l'extractivisme et l'exportation de matières premières pour le Portugal. De la lutte pour la terre à l'agro-industrie, le Brésil voit son histoire sociale coloniale et son histoire productive s'intriquer.

La colonisation est un processus continu. Au-delà des indépendances politiques et de l'esclavage, la « colonialité du pouvoir » persiste (Quijano, 2005). L'État brésilien possède un caractère patrimonial construit dans ce contexte esclavagiste avec des formes de domination politique qui persistent encore aujourd'hui (Léna, 1996). Les années 1960 et 1970 sont marquées par ladite « modernisation de l'agriculture » sous le modèle de la « Révolution verte » : une « lutte multiforme et sans merci contre le monde rural et le mode de production paysan, précapitaliste » (Falquet, 2011). La « modernisation » provoquera la hausse du nombre de travailleurs et travailleuses sans terres. Les mouvements sociaux ruraux brésiliens et les organisations paysannes sont violemment réprimé·es, les militant·es sont exilé·es, torturé·es, tué·es.

Dans les années 1980, avec un régime militaire toujours en place, une lutte pour la redémocratisation et pour une nouvelle Constitution fédérale s'initie (Butto, 2017). Les femmes brésiliennes sont largement investies dans cette dynamique, ce qui provoque un processus de diffusion du féminisme, en même temps qu'une segmentation des luttes (des femmes rurales, des femmes noires, etc.) (Pinto, 2003). Nombre de mouvements sociaux et politiques naissent durant la période : c'est le cas du Parti des Travailleurs (PT) en 1980, de la Centrale unique des travailleurs (CUT) en 1983. Le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST), créé en 1984, vient renforcer les luttes pour la terre alors portées par les syndicats de travailleurs et travailleuses rurales coordonnés autour de la Confédération Nationale des Travailleurs Ruraux Agriculteurs et Agricultrices Familiaux (CONTAG).

Initialement exclues des mouvements sociaux ruraux et des espaces syndicalistes traditionnels, les femmes rurales s'organisent, à l'origine, au sein des communautés ecclésiales de base, dans le « nouveau syndicalisme ¹ » et dans les mouvements féministes. Dans le *Nordeste*, elles participent aux Fronts d'urgence contre la sécheresse, puis créent le Mouvement des Femmes Travailleuses Rurales du *Nordeste* (MMTR-NE). À partir des années 2000, les mobilisations de femmes paysannes se multiplient dénonçant le modèle agroalimentaire et agroindustriel constitué pour le capital international et adopté par le gouvernement brésilien. La lutte initiale pour la reconnaissance comme travailleuses rurales, pour la participation politique, pour l'accès aux droits et aux politiques publiques, évolue vers la construction d'un projet de société intégrant le féminisme, l'agroécologie et la souveraineté alimentaire comme partie de la transformation de l'agriculture (Butto, 2017). En 2000, la 1ère *Marcha das Margaridas* à Brasília défend « 2000 raisons pour marcher contre la faim, la pauvreté et la violence sexiste ». Une soixantaine d'organisations se mobilisent : des ONG, des mouvements ruraux mixtes, des mouvements de femmes rurales et des syndicats. La *Marcha* est un espace de dialogue et de négociation politique avec l'État. Cette manifestation rend hommage à Margarida Maria Alves, leadeure syndicaliste dans la Paraíba, assassinée en 1983 sur ordre de propriétaires terriens. Depuis, la mobilisation a lieu tous les quatre ans en défense d'un « Brésil démocratique, souverain et libre des oppressions capitalistes, sexistes,

1 En rupture avec le syndicalisme héritier de la période varguiste, ce « nouveau syndicalisme » s'affirme, vers le milieu des années 1970, comme une expérience organisationnelle des producteurs et productrices de l'agriculture familiale dans une posture plus autonome vis-à-vis de l'État, autour d'un projet de contestation du développement capitaliste, inspiré des idéaux socialistes. Cf. Favareto, 2006.

racistes et de genre ² ». Aujourd'hui, la lutte rurale affronte l'agrocaptal et défend la reconnaissance des populations socialement et politiquement exclues. Ces deux fronts s'articulent autour d'un nouveau projet de société.

Ce mouvement, inscrit dans la durée, a élargi son champ d'action et ses formes de participation politique dans les années où le Parti des Travailleurs s'est retrouvé au pouvoir. Puis, il a dû faire face à une nouvelle conjoncture politique, à l'issue de la destitution de la présidente Dilma Rousseff et de son remplacement par un président provisoire de droite jusqu'à l'élection, en 2018, d'un président d'extrême-droite. Comment s'organise-t-il, autour de quels enjeux et comment a-t-il résisté aux récents changements de conjoncture ? ³

Sur la base d'entretiens et d'une analyse lexicométrique des messages publiés dans Facebook, entre 2013 et 2017, par des membres de l'« espace féministe agroécologique », cet article dégage les stratégies de résistances et les répertoires d'action pluriels et connectés qui sont mobilisés pour structurer, visibiliser puis coordonner une alternative féministe environnementaliste. Après une première partie présentant le contexte et les récents changements politiques, nous présentons dans un deuxième temps notre approche méthodologique novatrice permettant d'enquêter sur un « espace de la cause » au moyen d'un dispositif méthodologique pluriel, qualitatif et quantitatif : des entretiens en face à face et une ethnographie en ligne des pages Facebook publiques animées par des participant-e-s à cet espace. Enfin, nous présentons les résultats de cette enquête permettant d'identifier les ressorts militants et organisationnels : les termes dans lesquels s'exprime la dénonciation des violences socio-environnementales, les stratégies de résistance mais aussi les logiques de construction d'une alternative féministe agroécologique. En appréhendant les logiques et les transformations socio-politiques, cette étude identifie la restructuration des répertoires d'action et des stratégies du mouvement en contexte.

L'ORDRE AGROCAPITALISTE RENOUVELÉ

Luiz Inácio Lula da Silva mène une double politique : d'un côté, des politiques sociales à destination des populations les plus fragilisées, la réforme agraire et la défense de l'agriculture familiale ; de l'autre, le soutien aux intérêts de l'agro-industrie. Une stratégie qui ménage les plus pauvres sans délaisser les plus riches (Sabourin, 2012), sans remise en cause du patronat agraire, industriel et commercial. Cette stratégie vise également à canaliser les profonds antagonismes de la société brésilienne :

« L'une des qualités majeures de Lula a été sa capacité à stabiliser ce cercle d'alliances : (...) sa stratégie a consisté à transférer vers l'État toutes les tensions qui pouvaient produire des conflits sociaux complexes. Ainsi, pendant le gouvernement Lula, le conflit entre économistes libéraux et gauchistes s'est traduit par la dispute entre la Banque centrale et le ministère de l'Économie. La lutte entre l'agrobusiness et les écologistes s'est transformée en lutte entre le ministère de l'Agriculture et le ministère de l'Environnement. » (Safatle, 2014)

Depuis 2015, une « rupture politique » est opérée (Porto-Gonçalves et al., 2018). Trois lobbies, « les trois B », les groupes « du bœuf, de la bible et de la balle » - soit le Front parlementaire agropastoral, les évangélistes, les défenseurs d'armes à feu - jouent un rôle actif, au sein du Congrès, dans la destitution de Dilma Rousseff. Certain·es auteur·es estiment

2 Manifeste de la *Marcha das Margaridas*, 8 mars 2018.

3 Les éléments présentés dans cet article font partie de la recherche doctorale en sociologie de Héloïse Prévost, « Pour un *empowerment* socio-environnemental. Sociologie d'un mouvement féministe alternatif au Brésil », soutenue en novembre 2019 à l'Université de Toulouse Jean Jaurès, et s'appuie sur une collaboration avec le projet LisTIC (ANR-16-CE26-0014-01). Un film participatif réalisé avec le MMTR a été produit dans le cadre de la thèse : [Mulheres rurais em movimento](#).

que l'une des dimensions du processus d'impeachment est l'« agrogolpe » (Lima, Pereira et Barbanti, 2018), un agro-coup d'état ayant porté Michel Temer à la Présidence temporaire et le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) à la Chancellerie. Un golpe, au sens d'une alternance politique radicale décidée par le Congrès sans consultation des électeurs·trices et avec un glissement du présidentielisme vers un régime de type parlementaire. Ce coup d'état politico-juridico-médiatique permet à la droite de revenir après quatre défaites électorales consécutives. La dimension agrogolpe souligne les intérêts de familles dont certaines se trouvent au Parlement depuis cinq générations, une partie d'entre elles formées par de grands propriétaires de terres (latifundiarios) (Oliveira, 2012).

À l'issue de l'impeachment, le gouvernement Temer met immédiatement en œuvre une série de mesures concernant le secteur agricole. La « nouvelle » Loi des terres (Loi 13.465/2017) en altère une dizaine d'autres (Júnior, 2018) et favorise le processus de concentration des terres par le développement des zones de régularisation foncière, tout en légitimant la grilagem (appropriation illégale des terres appartenant à l'État) et la formation d'un marché spéculatif par l'agrobusiness, provoquant des conflits territoriaux supplémentaires. La stratégie est de passer d'une prise de pouvoir à l'approfondissement de l'agenda néolibéral, au prix de vies jugées comme encombrantes (61 assassinats enregistrés en milieu rural en 2016). Les conflits liés à la terre augmentent de 40 % avec 1 079 cas répertoriés ⁴. Il s'agit de l'année la plus meurtrière depuis le premier rapport statistique de la Commission Pastorale de la Terre (CPT) en 1985. Démantèlement des protections environnementales, atteinte aux droits des populations indigènes, criminalisation et assassinats des militant·es, démembrement institutionnel : un projet politique socio-écocide complet (Prévost, 2019).

En octobre 2018, Jair Bolsonaro est élu président de la république au Brésil. Un de ses objectifs est d'enterrer le contrôle de la déforestation de l'Amazonie en sortant de la convention 169. La déforestation augmente. Le président qualifie le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terres (MST) d'« organisation criminelle » et promet que « les indiens n'auront pas un centimètre de plus pour leurs terres ». Les assassinats de militant·es environnementalistes, de paysan·nes sans terre et de leaders indigènes et quilombolas, connaissent une forte croissance depuis 2016, tandis que se réaffirme le pouvoir du Front parlementaire ruraliste – représentant les intérêts de l'agrobusiness – comme groupe le plus puissant de la Chambre. Les luttes des communautés autochtones et paysannes sont criminalisées ainsi que les manifestations en défense des droits LGBTQI+ ⁵. L'assassinat de la militante lesbienne noire Marielle Franco en 2018 est érigé en exemple et désigne les femmes noires et les dissident·es comme le nouvel « ennemi ». L'« idéologie de genre » est attaquée comme toutes les personnes qui remettent en question les « valeurs familiales » normatives selon la conception évangélique et selon les propos même de Jair Bolsonaro lors de son premier discours présidentiel. Dans la littérature scientifique, les qualificatifs vont d'une « nouvelle gouvernamentalité néolibérale hyperautoritaire », une « dictature néolibérale » à une jonction entre militantisme profasciste et néolibéralisme radical. Cette situation fait du Brésil un « laboratoire mondial du néolibéralisme autoritaire » (Safatle, 2019).

ENQUETER SUR L'« ESPACE FEMINISTE AGROECOLOGIQUE »

Face à l'ordre patriarcal-colonial-capitaliste (Falquet, 2007 ; Esmeraldo, 2004) qui se déploie

⁴ CPT, *Conflictos no campo, Brasil 2016, 2017*, p. 228.

⁵ LGBTQI : Lesbienne, Gay, Bi, Trans. Les dimensions « QIA » (Queer, Intersexes et asexuelles) ne sont pas apparues dans les données.

à travers l'agroculturalisme, comment peut s'organiser la résistance et la construction d'une alternative socio-environnementale (Escobar, 2014) ?

En nous appuyant sur le concept d'« espace de la cause des femmes » (Bereni, 2007), nous étudions ici les logiques déployées par ce que nous nommons l'« espace féministe agroécologique » entre novembre 2013 et novembre 2017, une période pré et post-*golpe*. Dans cet espace évoluent des militantes de communautés rurales, des mouvements sociaux ruraux mixtes et non-mixtes, des membres de syndicats, de l'enseignement supérieur et de la recherche, des ONG, des mouvements féministes et des membres du gouvernement.

Un dispositif méthodologique pluriel, qualitatif et quantitatif, a été mobilisé afin d'identifier les termes dans lesquels s'exprime la dénonciation des violences socio-environnementales, es stratégies de résistance mais aussi les logiques de construction d'une alternative féministe agroécologique. Ce dispositif articule deux méthodes complémentaires : des entretiens en face à face⁶ et une ethnographie en ligne (Kozinets, 2009) sur des pages Facebook publiques animées par des participant-e-s à cet espace⁷.

Afin de délimiter le périmètre de l'étude - un corpus de 48 groupes et pages Facebook - nous avons ciblé les organisations signataires de la lettre « Sans féminisme, il n'y a pas d'agroécologie⁸ » publiée en décembre 2013, ainsi que les organisations membres du groupe de travail « Femmes » de l'Articulation Nationale d'Agroécologie et les organisations membres de la *Marcha das Margaridas*.

Ces pages Facebook ont été classées en six « pôles » distincts :

- le pôle « Agroécologique » : centres et ONG dont l'activité principale est l'accompagnement et la promotion de l'agroécologie ;
- le pôle « Féministe » : collectifs, associations, ONG féministes, comme la *Marcha Mundial das Mulheres* ;
- le pôle « Agroécologique et féministe » : collectifs et mouvements de femmes rurales pratiquant l'agro-écologie (par exemple le *Movimento da Mulher Trabalhadora Rural do Nordeste*, MMTR-NE) ;
- le pôle « Mouvementéiste paysan » : mouvements et réseaux paysans comme le MST (*Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra*) ;
- le pôle « Académique » : réseaux et laboratoires de recherche sur l'agro-écologie comme l'Association Brésilienne d'Agroécologie (ABA) ;
- le pôle « Syndical rural » : entités syndicales rurales comme la CONTAG.

Le corpus regroupe 55 302 publications collectées dans ces 48 pages, soit 3,5 millions d'occurrences. L'analyse lexicométrique des pages s'est effectuée à l'aide de la méthode

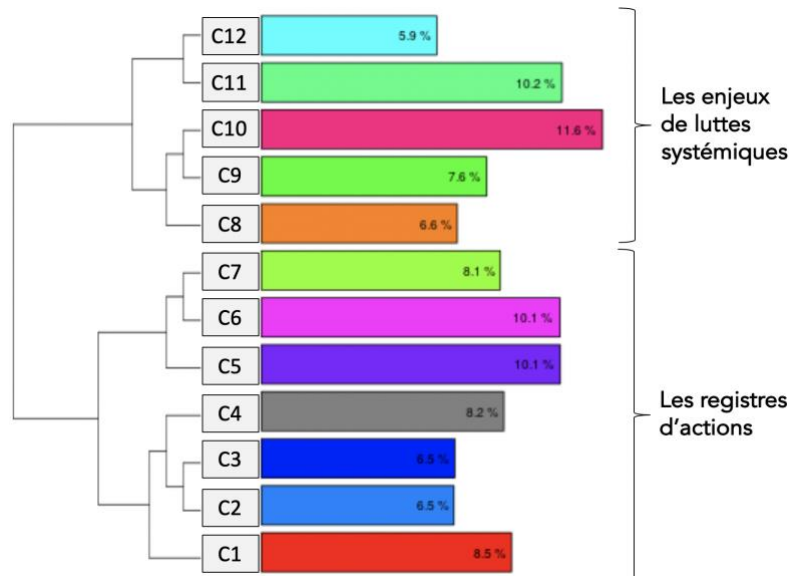
6 Nous avons réalisé 15 entretiens semi-directifs auprès de militantes travailleuses rurales (le MMTR-NE), de femmes membres d'ONG agroécologiques, de salariées syndicales rurales, de militantes féministes, de femmes membres du groupe de travail « Femmes » de l'Articulation Nationale d'Agroécologie et de la *Marcha das Margaridas*.

7 Il s'agit du média le plus utilisé au Brésil. Entre 2014 et 2018, la proportion mensuelle de Facebook dans les usages globaux des médias sociaux dépasse les 80%. Facebook compte en 2017, 86,52 millions d'utilisateurs au Brésil, soit 62 % de la population. (source : <http://gs.statcounter.com/social-media-stats/all/brazil/#monthly-201301-201904> et *Distribution of Facebook users in Brazil as of 2018, by gender et User penetration rate of Facebook in Brazil in 2017 and 2018* sur le site *Statista*).

8 Cette lettre ouverte signée par une soixantaine d'organisations et d'individues réaffirme la nécessité d'appréhender les questions de genre, la prise en compte de la division sexuelle du travail et des savoirs des paysannes dans la construction d'un mouvement agroécologique.

Reinert implémentée dans le logiciel libre IRaMuTeQ (Ratinaud et Marchand, 2012). Le résultat prend la forme d'un dendrogramme composé des 12 classes de discours les plus centrales dans cet espace numérique. Les classes 8 à 12 portent sur les enjeux des luttes ; les classes 1 à 7 montrent les registres d'actions.

Figure 1. Lexiques mobilisés par les acteurs et actrices de l'espace féministe agroécologique



La premier sous-ensemble (C8 à C12) met en évidence la centralité et la transversalité du thème des violences agrocapitalistes – dans leur continuum – tout en les dénonçant et en exprimant la nécessité de s'organiser collectivement pour y résister. Le second (C1 à C7) renvoie aux différents modes d'action mobilisés pour organiser leur résistance et construire une alternative socio-environnementale. Nous développons ce résultat dans un deuxième temps en montrant, là aussi sur la base des entretiens et de l'enquête ethnographique, comment l'organisation de cet espace de résistance féministe environnementaliste, se concrétise par la mise en place de « techniques de lutte ⁹ » spécifiques. Les membres de cet espace mobilisent différentes de ces techniques, déployées au sein de leurs organisations et de l'institution étatique, au sein d'espaces créés ad hoc rassemblant les membres de différents pôles de l'espace féministe agroécologique, et déployées sur les médias numériques.

CONSTRUIRE L'ALTERNATIVE FÉMINISTE ENVIRONNEMENTALISTE

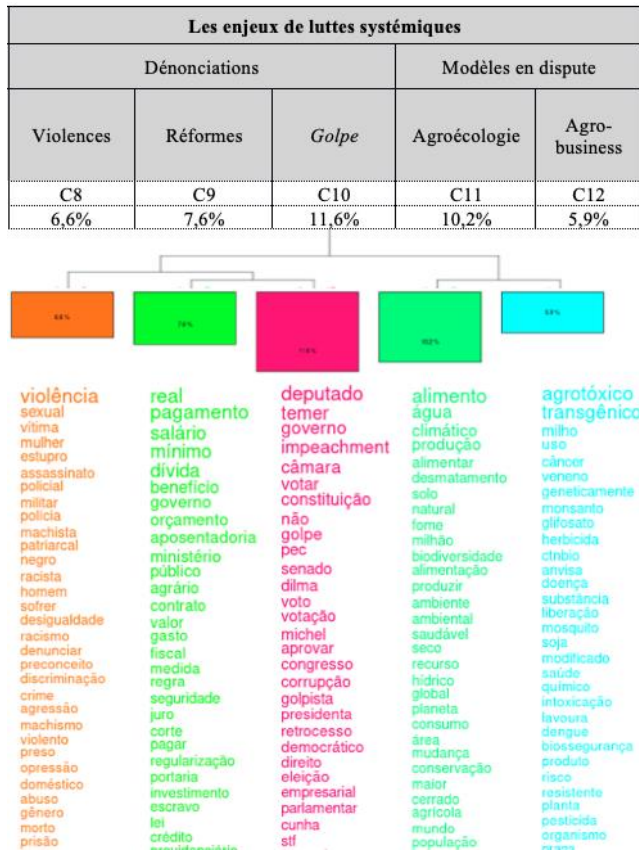
Dans cet espace féministe agroécologique, l'alternative féministe environnementaliste (Agarwal, 2007) s'appuie sur deux moyens articulés : 1) la dénonciation de l'ordre patriarcal-colonial-agrocapitaliste qui se traduit par la conscientisation (Freire, 1974), la compréhension et la politisation des violences de genre, des violences politiques et des violences environnementales ainsi que de leur caractère imbriqué ; 2) la constitution d'une coalition qui travaille l'alternative en mobilisant différentes techniques de lutte, au sein des organisations, entre les pôles et sur les médias.

Dénoncer le continuum des violences agrocapitalistes

⁹ La notion de « techniques de lutte » désigne les « moyens, procédés, règles qui tendent à une fin, en l'occurrence faire entendre des revendications collectives » (Grelet, 2005).

La dénonciation du continuum (Kelly, 2019) des violences est un axe central de la mobilisation. Il s'agit de conscientiser et de politiser les violences imbriquées, sociales et environnementales. Ce travail est réalisé au sein de l'espace féministe agroécologique sous des formes présentes mais aussi en ligne. Des éléments de la lexicométrie et des extraits d'entretiens permettent d'éclairer ce premier axe de la construction de l'alternative.

Figure 2 : Classes lexicales concernant les enjeux de luttes (les chiffres indiquent la part relative des différentes thématiques)



Le dendrogramme fait apparaître trois classes de violences : intersectionnelles (C8), sociales (celles liées aux réformes menées par Michel Temer - C9), et politiques (celles liées au *golpe* et à la destitution de Dilma Rouseff - C10), ainsi que deux modèles en conflit - l'agroécologie (C11) et l'agrobusiness (C12).

Le thème de l'agroécologie (C11) représente 10,2 % des discours en ligne et il est mis en opposition à l'agrobusiness (C12). Dans cette première classe (C11), les termes *aliment*, *eau*, *climatique*, *production* sont les plus mentionnés. On trouve également des références aux termes *biodiversité*, *environnement*, *sain*, par exemple. Dans l'autre classe (C12), les termes *pesticides* et *transgénique* sont largement surreprésentés, suivis par *cancer*, *poison*, *monsanto*. Les conséquences et la violence du modèle agroc capitaliste sont désignées à travers leurs intrications socio-environnementales : les termes relatifs aux questions environnementales (*déforestation*, *planète*, *agricole*, *transgénique*) s'associent à leurs conséquences sociales (*cancer*, *virus*, *pauvreté*). Notons que *Bolsonaro* est cité nominativement dans cette classe de mots¹⁰. La dénonciation de la culture mortifère déployée par l'agro-capital est aussi présente

10 Pour des raisons de lisibilité, nous avons seulement représenté ici les trente premiers termes du

dans les entretiens :

« Ce sont des violences perpétrées contre la nature, contre les insectes, contre les animaux. On ne peut pas travailler l'agroécologie sans travailler la violence. La Nature fait partie de cet équilibre. ¹¹ »

L'analogie entre les violences perpétrées à l'encontre de la nature et les violences machistes est présente dans les discours et dans le matériel militant : « S'il y a des larmes et du sang des femmes, alors ce n'est pas de l'agroécologie », « Le machisme est le poison dans la vie des femmes » (banderoles portées à l'occasion des IV^e Rencontres Nationales d'Agroécologie, en 2018).

À l'inverse, la culture de la vie est défendue comme étant au cœur du projet féministe agroécologique :

« C'est une forme de vie totale. La vie, c'est voir le petit oiseau qui avait disparu avant l'agroécologie. Il n'y en avait plus. Il y a d'autres espèces, le caméléon, le petit singe, un tout petit singe qui vient dans le jardin en face de la maison. Je crois que tout ça, ça résume la vie et il faut que nous, en tant qu'humains, on le protège. » (Entretien avec Flor, travailleuse rurale du Ceará, 2015)

Les violences - intersectionnelles - apparaissent dans leur continuum (Kelly, 2019) (y compris le continuum entre social et environnemental) et dans la pluralité de leurs formes (C8) : violences psychologiques (*rabaisser, sexiste*), physiques et sexuelles (*agression, viol*), la *mort*. Les violences de genre sont surreprésentées dans cette classe de mots : *sexuel, victime, femme, machiste, patriarcal, viol*. Notons que le terme *fémicide* apparaît 139 fois dans le corpus, avec une surreprésentation dans la classe des violences. Nous avons pu montrer par ailleurs l'existence de « féminicides agrocapitalistes » (Prévoist, 2019), soit l'instrumentalisation des féminicides par les tenants de l'agrocapital dans le déploiement d'une nécropolitique ¹². Sur Facebook, la mention aux violences de genre s'inscrit dans un double registre de dénonciation et pédagogique, où la loi *Maria da Penha* ¹³ est rappelée. Les violences racistes et LGBT-phobes sont aussi citées dans les publications (notamment par les termes : *noir, raciste, racisme*) et articulées à la violence institutionnelle (*policier, militaire, dictature, avortement*).

L'importance accordée au thème des violences s'inscrit ainsi au fondement de l'alternative féministe environnementale construite au sein de cet espace politique. Cependant, si elle constitue l'objet le plus fédérateur, elle est reliée à tout un ensemble de revendications. La violence institutionnelle, le rôle du *golpe* et des réformes - notamment celle des retraites - en sont partie prenante (C9 et C10). Certains thèmes de débats évoquent deux modèles en conflit, l'agroécologie (C11) et l'agrobusiness (C12).

dendrogramme ; le terme Bolsonaro est référencé un peu plus bas dans cette liste.

¹¹ Extrait de discussion de travailleuses rurales lors d'un atelier sur l'agroécologie et le féminisme, 30 ans du MMTR-NE (Mouvement de la femme travailleuse rurale du Nordeste), 2017.

¹² La nécropolitique est une forme de gouvernance usant de la violence mortelle envers certains groupes sociaux. La philosophe mexicaine Sayak Valencia reprend la notion de nécropolitique de Achille Mbembe en la situant dans le contexte latinoaméricain soulignant qu'il s'agit du résultat d'un processus dont les origines remontent à la colonisation. Selon Achille Mbembe, la nécropolitique désigne l'expression ultime de la souveraineté dans son pouvoir et sa capacité de choisir qui peut vivre et qui doit mourir. Faire mourir ou laisser vivre constitue les attributs du pouvoir.

¹³ La loi n° 11.340 porte son nom en femmage à Maria da Penha Maia Fernandes, une brésilienne ayant subi des violences conjugales pendant vingt-trois ans. Victime de deux tentatives de féminicides, elle devient paraplégique en 1983. Son mari est condamné à dix-neuf ans de prison mais n'est incarcéré que deux ans. Maria da Penha effectue une dénonciation auprès du Comité interaméricain des droits humains de l'Organisation des États américains qui condamne le Brésil pour absence de législation punissant les violences domestiques.

Constituer un espace de la cause féministe environmentaliste

Les groupes d'intérêt liés à l'agrocaptal sont structurés en quatre coalitions politiques puissantes : le syndicat patronal, l'Union démocratique ruraliste - UDR, le front parlementaire ruraliste et l'association technique et scientifique de l'agrobusiness (Sabourin, 2014). L'espace féministe agroécologique vise en retour une coalition fondée sur différentes techniques de lutte. Comment les militant.es et membres de l'espace s'organisent pour défier ce modèle hégémonique agrocaptaliste et construire l'alternative ?

Lorsqu'un dispositif égalitaire est institutionnalisé, deux types de discours se confrontent : l'un expliquant la victoire « par le bas » du fait des pressions de la société civile ou des mouvements sociaux ; l'autre « par le haut » insistant sur le rôle des élites politiques et institutionnelles (Bereni, 2007). L'opposition entre ces deux récits révèle « un double point aveugle » qui ne rend pas compte de la complexité des mobilisations (Bereni, 2007). Les interactions stratégiques entre différentes sphères sociales sont invisibilisées et un a priori de clivage est érigé. Sonia Alvarez montre que les mouvements féministes au Brésil vont « au-delà de la société civile » : ils se développent et intègrent des instances organisationnelles de la société politique et parfois de l'État (Alvarez, 2014). Le regard porté sur ces différentes « arènes » insiste sur l'influence de l'espace, du lieu, sur la parole et les choix d'actions militantes mais aussi sur la circulation des débats entre ces espaces multiples (Carlino et Stein, 2019). Cette approche pluri-sites donne à voir la multipositionnalité des militantes ainsi que la pluralité de leurs formes d'action. L'analyse en termes de « continuum des résistances » prolonge cette perspective en proposant d'explorer les liens stratégiques entre pôles mais aussi les multipositionnalités des acteur.rices. Afin de mettre en évidence un tel continuum, nous allons d'abord identifier les techniques de lutte mobilisées par les militantes au sein des organisations agroécologiques à travers les entretiens réalisés auprès de 15 d'entre elles. Ensuite, nous détaillerons leurs stratégies collectives en dehors de leurs organisations respectives. Enfin, en reprenant les données de l'ethnographie en ligne (le deuxième sous-ensemble de thématiques du dendrogramme), nous verrons comment les ressources de Facebook et les réseaux socionumériques sont mobilisés afin de légitimer et promouvoir l'alternative.

Des techniques de lutte au sein des organisations : la position d'« outsider-within » et « habitats institutionnels »

En analysant les mobilisations féministes dans l'armée et dans l'Église catholique américaine, Mary Katzenstein montre que la contestation peut se déployer de manière invisible, à l'intérieur des institutions. Son travail conteste la frontière entre insiders et outsiders (Katzenstein, 2012) : les luttes se développent en interne grâce à l'existence d'espaces protégés, des « habitats institutionnels ». Ces « habitats » permettent l'affirmation d'une voix critique au sein des institutions. Cependant, chaque contexte institutionnel impose ses propres contraintes aux mobilisations. Dans *La pensée féministe noire*, Patricia Hill Collins présente différentes situations où les femmes noires sont en position d'outsider-within et ce que cela provoque sur leur travail et leur réflexion. Cette notion désigne à la fois une présence et une marginalité dans une situation sociale, c'est comme « faire partie de la famille » (Childress, 1986) tout en étant exclue du groupe.

Dans notre étude, l'absence d'appréhension des questions de genre et de droits des femmes rurales dans les politiques publiques peut être à l'origine de la place solitaire de certaines enquêtées au sein des institutions ou des organisations. C'est le cas au sein du gouvernement à

l'arrivée au pouvoir de Luiz Inácio Lula da Silva. Azálea entre au Secrétariat spécial aux politiques pour les femmes du MDA en 2003 : « J'ai commencé de zéro, il n'y avait rien » (Entretien avec Azálea, 2018). Malgré un « environnement favorable pour la construction de politiques dans ce champ », un « gouvernement populaire » et une équipe constituée ad hoc, tout est à mettre en place : « un travail de fourmi », décrit-elle.

Dans d'autres espaces, notamment au sein des pôles ongéiste agroécologique et syndical, les oppositions sont tangibles. Les résistances antiféministes (Descarrie, 2005) placent les militantes en position d'*outsider-within* :

« Ça a été très difficile personnellement. J'ai été stigmatisée, cette institution est machiste. Ça a été les heures les plus difficiles de ma vie. Ce sont les hommes les plus reconnus dans l'institution qui attaquent. Ils ont ruiné une action que j'étais en train de mettre en place. Comme je suis identifiée, c'est très difficile pour moi. Ils me bloquent. Le thème des femmes dans la construction de l'agroécologie est le plus sensible. » (Entretien avec Anis, 2015)

Anis est salariée dans une ONG agroécologique mixte œuvrant à l'échelle nationale et promouvant des actions pour les femmes rurales et pour les « rapports de genre et de génération ¹⁴ ». « [I]dentifiée » comme féministe et responsable des actions ciblées, Anis devient « la mauvaise tête » de l'organisation : la seule personne chargée de porter les questions féministes et celle à qui l'on réserve un sort éprouvant (Trat, 2006). Le « stigmatisme de féministe » (Emo 2009) lui est renvoyé par ses collègues. Outre les stratégies d'exclusion non dissimulées, certains hommes des organisations agroécologiques mobilisent des techniques de mise sous silence ¹⁵.

La constitution d'espaces sociaux non-mixtes libère une parole en toute sûreté et permet l'émergence d'une « subculture dissidente » (Scott, 2009). Face aux attaques subies, les militantes œuvrant dans les arènes des organisations agroécologiques ont le même besoin. Dans un contexte hostile où elles doivent faire face à des attaques antiféministes plurielles, la non-mixité s'avère une « nécessité politique » (Delphy, 2006). En l'absence d'hommes face auxquels il faut imposer ses revendications ou son droit à la parole, la « question des femmes » ne constitue pas un objet de conflit et donc ne s'affirme pas en tant que telle (Meuret-Campfort, 2010). Les enquêtées développent ainsi des espaces protégés au sein de ces entités, des « habitats institutionnels » (Katzenstein, 2012) qui permettent la formulation du projet et l'organisation de la lutte. Un des « habitats institutionnels » clé pour les enquêtées est le Groupe de travail (GT) Femmes de l'ANA :

« Le GT Mulheres da ANA est un espace important : c'est organisé autour d'une vision féministe. On a pu se retrouver depuis nos différentes places. Beaucoup de techniciennes l'ont intégré. » (Entretien avec Anis, 2015).

Au sein de l'ANA et au milieu des résistances antiféministes présentes, le GT constitue un espace nécessaire de renforcement de la lutte. Différents groupes, réseaux, mouvements de l'espace féministe agroécologique naissent ainsi comme des « habitats institutionnels » créés pour faire face aux attaques et où se développe une « subculture dissidente » (Scott, 2009). Les entretiens ont dès lors révélé comment cette non-mixité politique est à l'origine de la formation de l'espace féministe agroécologique et permet d'« agir de façon unie », de se coordonner, « de se reconnaître même si on se dispute parfois » (Entretien avec Violeta, 2017).

¹⁴ Selon la présentation des actions de l'ONG sur son site Internet.

¹⁵ Ces différentes stratégies sont développées et analysées dans Prévost, 2019.

Des techniques de lutte collectives : une multipositionnalité stratégique

Dans le prolongement de ces espaces dédiés, une organisation collective *ad hoc* est nécessaire afin de faire coalition. Si la mise en commun des membres et leur circulation entre les différents pôles favorise la construction réflexive de l'alternative féministe et environnementaliste, la multipositionnalité des actrices est également mobilisée pour construire l'expertise nécessaire à sa mise en œuvre. Au sein de l'ONG *Esplar* par exemple, qui est reconnue pour son rôle dans la promotion de l'agroécologie et du genre, les femmes militantes sont multipositionnées :

« Les techniciennes se situent à l'intersection de pôles féministes : beaucoup ont été formées à l'université ou participent à des débats universitaires. Elles sont toutes dans des mouvements sociaux, la plupart sont militantes de la *Marcha Mundial das Mulheres*. » (Entretien avec Solidago, 2017)

Leur connaissance du réseau féministe leur permet de mettre en place des partenariats avec les entités féministes les plus qualifiées pour assurer leur formation. Les militantes garantissent ainsi la continuité et la multiplication de leurs savoirs :

« C'est *SOS Corpo* qui nous a formées en genre. Aujourd'hui, *Esplar* est une référence sur les questions dans le *Ceará*. On a formé le *Cetra*, la *Fetraece* sur les questions de genre, race, LGBT. L'important c'est qu'on soit plusieurs organisations toutes expertes. » (Entretien avec Solidago, 2017)

La multipositionnalité est également un outil stratégique pour recruter quelqu'une de confiance ou pour les « placer » à un poste clé. Les recrutements se font à partir de leurs réseaux de connaissances au sein des espaces féministes ou partisans. Par exemple, Solidago a été membre d'*Esplar* pendant huit ans avant d'être « recrutée » pour la coordination de la *Marcha das Margaridas 2015*. Ces deux expériences résultent du fait de son implication dans le militantisme :

« J'ai été invitée à intégrer *Esplar* par A. On faisait toutes les deux parties de la *Marcha mundial das mulheres*. (...) En 2014, j'ai été invitée au secrétariat Femmes de la CONTAG parce que j'étais à la *Marcha mundial das mulheres* et au *GT Mulheres da ANA*. La Secrétaire et la conseillère me connaissaient. Elles m'ont demandé de faire ce travail de consultante pour la *Marcha 2015*. » (Entretien avec Solidago, 2017)

Durant les deux mandats de Luiz Inácio Lula da Silva, la direction des trois secrétariats du MDA est répartie entre des responsables issus des mouvements sociaux et des syndicats de l'agriculture familiale (Sabourin, 2014). À son arrivée au pouvoir, une équipe est formée pour le montage du gouvernement, intégrant des membres de la société civile. Deux militantes féministes membres du PT en font partie. Dans cette situation d'accès au système politique, les deux militantes suggèrent le nom d'*Azálea* :

« N et M ont participé au processus de montage du ministère. Elles étaient du PT. En tant que membres d'ONG féministe, elles ne voulaient pas intégrer le gouvernement. Elles voulaient rester dans les mouvements sociaux. N. a indiqué mon nom car on se connaissait du parti et du mouvement de femmes. Le ministre m'a envoyé l'invitation ensuite. » (Entretien avec *Azálea*, 2018)

Les possibles ouverts par le dispositif participatif restent très sélectifs et dépendants des ressources des participantes (Tonneau et Sabourin, 2009) en termes de réseaux de relations et de stratégies d'entrisme. Par exemple, dans le cas présent, *Azálea* dispose d'un « capital militant » (Matonti et Poupeau, 2004), d'une expérience théorique et professionnelle sur les questions rurales et elle travaille avec les femmes rurales dans son parcours universitaire puis

dans sa trajectoire professionnelle. Elle est donc une agente stratégique dont les ressources peuvent être réinvesties au sein de l'institution étatique. Les deux militantes connaissent l'expérience et le capital militant de Azálea. Par leur participation au montage du gouvernement et par l'entrée d'Azálea, toutes trois construisent un « féminisme d'État » (Mcbride, Stetson et Mazur, 1995) stratégique sur les questions concernant les femmes rurales. Azálea vient créer le pôle étatique de l'espace à l'occasion de cet environnement politique favorable.

En cela, les liens entre les féministes des différents pôles et la multipositionnalité forment un répertoire de lutte important dans la construction de l'espace féministe agroécologique au travers duquel des actrices sont positionnées à des rôles clés pour organiser et défendre l'alternative. Après la constitution d'espaces sociaux et d'outils permettant le déploiement de stratégies d'autodéfense, il est alors question, pour les enquêtées, de « prendre la parole sous la domination » (Scott, 2009) en contexte de pré et post-*golpe*. Afin d'éroder le système hégémonique en place, il est nécessaire de déployer un discours oppositionnel et faire connaître les alternatives. Certains registres d'action collective et certaines arènes à large diffusion favorisent l'énonciation publique des discours dissidents. C'est le cas des médias numérisés.

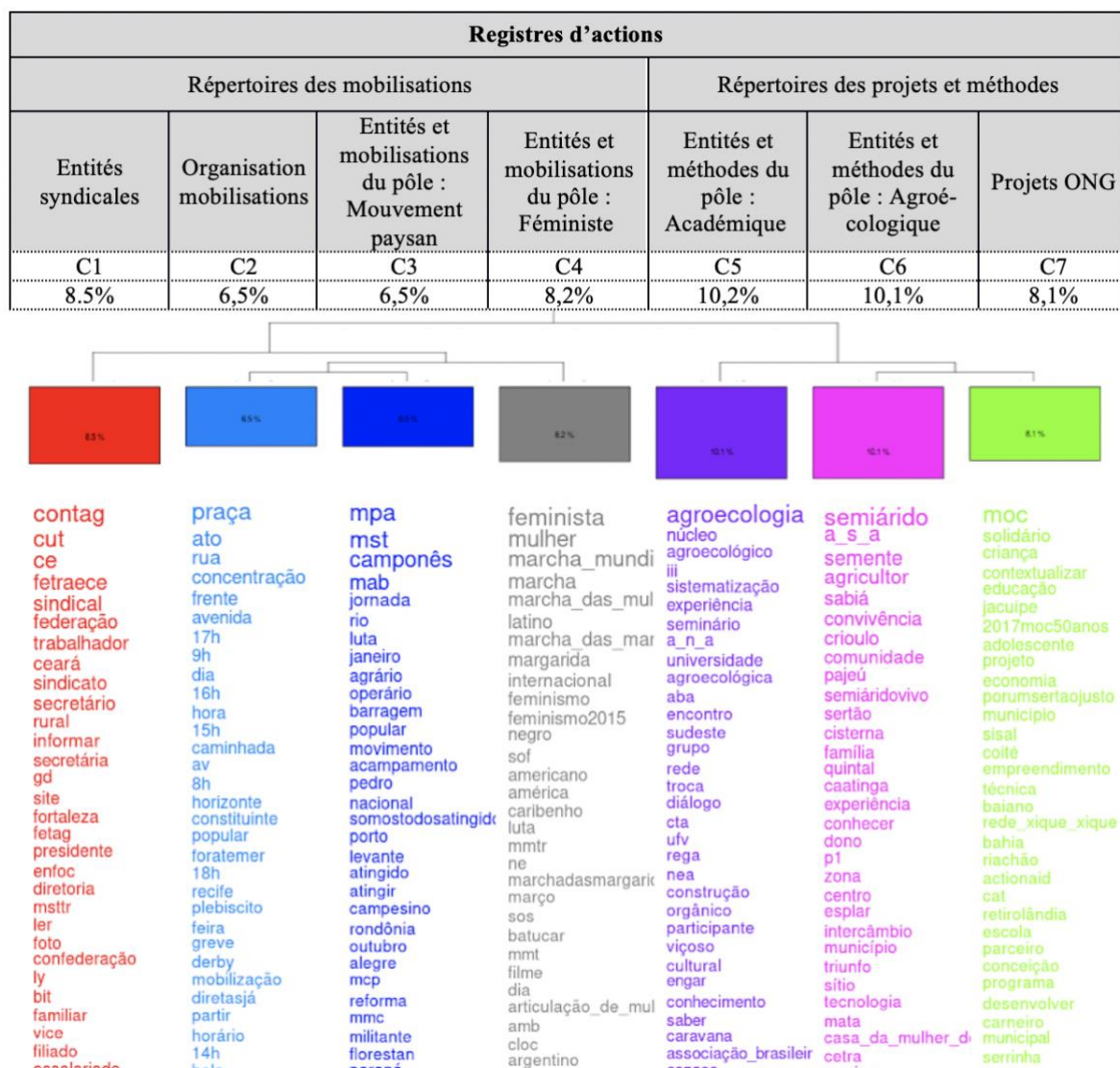
DES TECHNIQUES DE LUTTE EN LIGNE : LEGITIMER ET VISIBILISER L'ALTERNATIVE

Les plateformes numériques sont également investies pour la construction de cette alternative. Comme nous l'avons montré précédemment, elles forment tout d'abord des espaces de dénonciation de différentes formes de violences articulées, notamment sociales et environnementales, machistes et raciales. En parallèle, les messages publiés dans les pages Facebook renvoient à d'autres thématiques cherchant à légitimer et visibiliser l'alternative comme un « discours dissident » (Scott 2009). Ces thématiques émergent de l'analyse lexicométrique, au sein du second sous-ensemble du dendrogramme (C1 à C7) qui renvoie aux registres d'actions. (Figure 3).

Ce sous-ensemble se subdivise en deux registres qui renvoient à deux modes complémentaires de construction du projet alternatif :

Le premier (C1 à C4) renvoie aux mobilisations. L'usage de Facebook dans une optique organisationnelle et militante ressort ici clairement avec une classe (C2) regroupant les lieux, les heures de rassemblements, les répertoires d'action (ato, marche, grève) et les slogans (fora Temer). Cette classe est liée en priorité aux mouvements paysans (C3) mais aussi aux événements et entités (ONG, mouvements) féministes (C4). Les « marches » forment les termes les plus récurrents, sachant qu'ils désignent principalement des mouvements (*Marcha Mundial das Mulheres, Marcha das Margaridas*) ou une modalité d'action. Cette donnée réaffirme les « logiques d'agrégation » (Juris, 2012) des processus de protestation féministe et globale (Alvarez, 2014) : malgré la disparité des profils, des féminismes et des enjeux défendus, les répertoires d'action privilégiés visent la réappropriation de l'espace, physique et symbolique. Ce dendrogramme montre également que le pôle « Féministe » utilise Facebook comme un outil de mobilisation pour organiser des événements (C4). Il apparaît enfin que le pôle « Syndical » est lui aussi rattaché à ce sous-groupe, tout en gardant une autonomie lexicale comme en témoigne le fait que la classe C1 occupe une place à part dans l'arborescence.

Figure 3 : Classes lexicales concernant les registres d'action



Le second registre d'action (C5, C6 et C7) renvoie aux projets et aux méthodes du champ agroécologique en lien avec les pôles « Académique » et « Agroécologique ». Il concerne d'une part les méthodes de travail (systématisation, expérience, séminaire, rencontre, dialogue, échange, caravane) et, comme le fait apparaître la classe 5, les membres du pôle « Académique » (ANA, núcleo, ABA). Cet ensemble de classes montre la posture scientifique adoptée par ce pôle, son objectif d'articuler les savoirs scientifiques et paysans au moyen de méthodes participatives. Ces résultats montrent donc comment le décloisonnement de l'espace scientifique et la posture d'articulation des savoirs forment un registre d'action au sein de cet espace politique. D'autre part, les membres du pôle « Agroécologique » et les projets agroécologiques apparaissent dans les classes 6 et 7 où sont abordées les méthodes de travail valorisant les échanges avec les communautés rurales (convivência, échange, expérience), l'agriculture familiale (famille, quintal, communauté, semences, crioulo), les projets (Por um Sertão Justo, éducation, projet). Si ces deux classes relèvent particulièrement des ONG, il est intéressant de noter que les méthodes de travail sont communes avec celles du pôle « Académique », promouvant en priorité les savoirs paysans. Ce résultat renvoie lui aussi au décloisonnement de l'espace scientifique et à la posture d'articulation des savoirs comme

registre d'action central de l'alternative construite. Face à la désappropriation et à la négation sociale des paysan·nes et des indigènes, à l'invisibilisation de leurs savoirs par le modèle agrocapialiste colonial, un retournement est ici opéré, reconnaissant et valorisant l'articulation des savoirs.

Dans le prolongement de ces deux registres d'action, l'analyse lexicométrique des publications Facebook montre également comment deux modes d'action transversaux s'articulent au sein de l'espace féministe agroécologique : un mode d'action militant et un mode d'action institutionnel. Le premier renvoie aux ONG féministes, aux mouvements féministes, aux syndicats et aux mouvements paysans qui se situent davantage dans le champ lexical militant. Le deuxième renvoie aux ONG agroécologiques qui se positionnent quant à elles dans le mode d'action institutionnel en raison de leur fonctionnement structuré autour de projets et de leur travail avec les communautés rurales. Ce deuxième mode émerge des politiques publiques impulsées par le dialogue entre la société civile et le Parti des Travailleurs, au cours des mandats de Luiz Inácio Lula da Silva et Dilma Rousseff, et la manière dont ce dialogue a favorisé l'émergence de cycles de projets, coordonnés par des ONG et des associations, afin de mettre en œuvre les programmes publics pour l'agriculture familiale et l'agroécologie.

Cette analyse lexicométrique révèle dès lors comment ce média social remplit une fonction politique (Thrift, 2014) ainsi qu'une fonction de visibilité et de coordination de l'alternative. L'articulation décrite, entre un mode action institutionnel et un mode d'action militant, montre comment ces différents pôles d'acteur·rices construisent le projet agroécologique et féministe. Un front d'action global se constitue, notamment au sein des plateformes numériques, déployant des forces dans les différentes sphères (institutionnelle et militante) afin de renforcer le projet.

CONCLUSION. LA RECONFIGURATION DES RÉSISTANCES FACE A LA NÉCROPOLITIQUE AGROCAPITALISTE

La « double politique » menée par Luiz Inácio Lula da Silva appuie l'agrobusiness, tout en et mettant en œuvre des politiques sociales (d'inclusion économique, de lutte contre les discriminations raciale et LGBTQI, contre les violences faites aux femmes, de reconnaissance des populations indigènes) et environnementales (soutien à l'agriculture familiale, à l'agroécologie, démarcation des terres indigènes, identification de zones protégées, entre autres). Les mouvements, notamment paysans, soutiennent et collaborent avec le PT. Dans des espaces de négociation sociale, les mouvements sociaux promeuvent et construisent des politiques publiques *ad hoc*. Avec la destitution de Dilma Rousseff, Michel Temer, président temporaire, a supprimé le Ministère du développement agricole, en charge de l'agriculture paysanne et de la réforme agricole, ainsi que le Ministère des femmes, de l'égalité raciale et des droits humains. Les conflits liés à la terre explosent.

En octobre 2018, Jair Bolsonaro est élu président de la république au Brésil. Défenseur de la dictature militaire, représentant de l'extrême-droite, un de ses objectifs est d'enterrer le contrôle de la déforestation de l'Amazonie en sortant de la Convention 169 de l'OIT. Depuis son élection, la déforestation s'est intensifiée. Il qualifie le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terres (MST) d'« organisation criminelle » et promet que les indiens n'auront pas un « seul centimètre de plus pour leurs terre » (Milanez, 2018). Les assassinats de militant·es environnementalistes, de paysan·nes sans terre et de leaders indigènes et quilombolas, connaissent une forte croissance depuis 2016. Entretemps, le Front parlementaire ruraliste – représentant les intérêts de l'agrobusiness – est devenu le groupe le plus puissant de la Chambre des députés. Les luttes des communautés autochtones, paysannes

et LGBTQI+ sont déchués de leur influence. L'assassinat de la militante lesbienne noire Marielle Franco en 2018 marque un cap, en ciblant les femmes noires et les dissident·es comme un « ennemi » à abattre. L'« idéologie de genre » est attaquée de même que ceux et celles qui remettent en question les « valeurs familiales », selon les propos du nouveau président lors de son premier discours présidentiel. Malgré ces conditions très défavorables, la résistance se maintient. L'étude des stratégies et des répertoires d'action de l'espace de la cause féministe environnementaliste montre comment les différents pôles continuent aujourd'hui à s'organiser pour contrer cette montée des conservatismes. La particularité de cet espace de la cause réside notamment dans sa constitution d'un front global composé de différents pôles : des femmes rurales mais aussi de militantes et/ou salariées investies dans des ONG agroécologiques, d'universitaires et de féministes ayant des mandats au gouvernement sous le gouvernement du PT. Les militantes prennent ainsi le parti de tirer profit de l'institutionnalisation du féminisme pour mettre en œuvre le projet féministe agroécologique au moyen de résistances et d'initiatives sur le territoire mais aussi par des politiques publiques ou des projets. Leurs outils sont la multipositionnalité et la circulation des militantes à travers les différents pôles de l'espace de la cause. Internet et les réseaux sociaux numériques sont utilisés pour légitimer et diffuser le discours dissident à celui de l'agroculture, pour dénoncer les violences intersectionnelles et pour valoriser le modèle politique agroécologique féministe.

Pour la première fois en 2019, la *Marcha das Margaridas* s'est dissociée du gouvernement et a dénoncé la politique de Jair Bolsonaro en affirmant : « nous avons peur, mais cela ne nous arrête pas ». Une 1^{ère} Marche des femmes indigènes a aussi eu lieu à Brasilia en 2019, en dénonçant également le gouvernement de Jair Bolsonaro et en affichant le slogan : « Territoire : notre corps, notre esprit ». Des leadeuses de 113 différents peuples indigènes s'y sont réunies pour revendiquer la démarcation des terres, la santé et l'éducation. Facebook joue un rôle dans cette restructuration des résistances, s'affirmant comme un outil des mobilisations et de visibilité des discours dissidents.

Il existe un vrai enjeu à la fois scientifique et politique à documenter le rôle d'Internet et des médias sociaux dans cette reconfiguration des résistances. Face au renforcement de la nécropolitique agroculturaliste, notamment avec le bolsonarisme, il est nécessaire de saisir ces luttes dans leur complexité, dans la diversité de leurs répertoires d'action, dans leurs formes socio-environnementales, telles que l'exprime ce proverbe mexicain devenu un leitmotiv du mouvement : « Ils ont essayé de nous enterrer. Ils ne savaient pas que nous étions des graines. »

Références bibliographiques

Agarwal B., « Le débat femmes et environnement : les apports de la réflexion en Inde », dans Verschuur C. (dir.), *Genre, mouvements populaires urbains et environnement*, Genève, Graduate Institute Publications (Cahiers genre et développement), 2007, pp. 31-40.

Alimonda, H.A. (dir.), *La naturaleza colonizada: ecología política y minería en América Latina*, 1. ed, Buenos Aires, Argentina, Ed. Ciccus (Colección Grupos de Trabajo), 2011, p. 331.

Alvarez S.E., « Para além da sociedade civil: reflexões sobre o campo feminista », *Cadernos Pagu*, 43, 2014, pp. 13-56.

Bereni L., *De la cause a la loi. Les mobilisations pour la parité politique en France (1992-2000)*, thèse de doctorat en Science politique, Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2007, p. 540.

Butto A., *Movimentos sociais de mulheres rurais no Brasil : a construção do sujeito feminista*, thèse de sociologie, Universidade Federal de Pernambuco, 2017, p. 276.

Carlino V., Stein M., *Les paroles militantes dans les controverses environnementales: constructions, légitimations, limites: colloque international*, Université de Lorraine, Nancy, PUN - Éditions universitaires de Lorraine (Questions de communication Série actes 37), 2019, p. 374

Childress A., *Like One of the Family: Conversations from a Domestic's Life*, Beacon Press, 1986, p. 272.

Delphy C., *La non-mixité : une nécessité politique*, 2006 (2017), [en ligne] <http://lmsi.net/La-non-mixite-une-necessite>

Descarries, F., « L'antiféminisme « ordinaire », *Recherches féministes*, 18 (2), 2005, pp 137-51.

Escobar A., *Sentir-penser avec la Terre. Une écologie au-delà de l'Occident*, Seuil, Paris (Anthropocène), 2014 (2018), p. 240.

Esmeraldo G., « A Organização da Propriedade da Terra e das Relações de Trabalho no Brasil », *Revista Cadernos do Logepa*, 3, 2, 2004, pp. 23-35.

Freire, P., *Pédagogie des opprimés suivi de: conscientisation et révolution*, Paris, François Maspero, 1974, p. 205.

Falquet J., « Penser la mondialisation dans une perspective féministe », *Travail, genre et sociétés*, n° 25, 1, 2011, pp. 81-98.

Falquet J., « Le mouvement féministe en Amérique latine et aux Caraïbes », *Actuel Marx*, 42, 2007 pp. 36-47.

Favareto A., « Agricultores, trabalhadores: os trinta anos do novo sindicalismo rural no Brasil », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, 21, 62, 2006, pp. 27-44.

Grelet, Stany. 2005. « L'amour de l'art : pour une technologie de la contestation ». *Vacarme*, no 31: 15-20

Júnior J.C., « Descaminhos da reforma agrária no contexto das reformas neoliberais e da crise político-institucional no Brasil », *OKARA: Geografia em debate*, 12, 2, 2018, pp. 649-663.

Juris J.F., « Reflections on #Occupy Everywhere: Social media, public space, and emerging logics of aggregation », *American Ethnologist*, vol. 39, n°2, 2012, pp. 259-79.

- Katzenstein M.F., « Quand la contestation se déploie dans les institutions », *Sociétés contemporaines*, n° 85, 1, 2012, pp. 111-131.
- Kelly L., « Le continuum de la violence sexuelle », *Cahiers du Genre*, n° 66, 1, 1989 (2019), pp. 17-36.
- Kozinets R.V., *Netnography: Doing Ethnographic Research Online*, London, Sage Publications Ltd, 2009, p. 232.
- Léna P., « Les rapports de dépendance personnelle au Brésil : permanences et transformations », *Lusotopie*, 3, 1, 1996, pp. 111-122.
- Lima T., Pereira I., Barbanti O., « O agrololpe e a política externa: desmantelo da diplomacia do combate à fome e fortalecimento do agronegócio », *OKARA: Geografia em debate*, 12, 2, 2018, pp. 396-421.
- Matonti F., Poupeau F., « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, vol.5, 2004, pp. 4-11.
- Mcbride D.E., Stetson D.M., Mazur A., *Comparative state feminism*, Sage Publications, 1995, p. 360.
- Meuret-Campfort E., « Luites de classes, conflits de genre : les ouvrières de Chantelle à Nantes », *Savoir/Agir*, n° 12, 2, 2010, pp. 43-50.
- Milanez F., « Bolsonaro encourage les massacres dans les zones rurales et l’holocauste écologique », *Autres Brésils*, 2018, [En ligne] <https://www.autresbresils.net/Bolsonaro-encourage-les-massacres-dans-les-zones-rurales-et-l-holocauste>
- Oliveira, R. Costa de, *Na teia do nepotismo – sociologia política das relações de parentesco e poder político no Paraná e no Brasil*. Curitiba: Editora Insight, 2012, p. 271.
- Pinto C.R.J., *Uma história do feminismo no Brasil*, 1a. ed, São Paulo, Editora Fundação Perseu Abramo (História do povo brasileiro), 2003, p. 119.
- Porto-Gonçalves C.W., Cuin D.P., Ladeira J.N., Silva M.N., Leão P.C. Da R., « A ruptura política e a questão agrária no Brasil (2015-2017): da política da terra arrasada à luta pela dignidade », *OKARA: Geografia em debate*, 12, 2, 2018, pp. 708-730.
- Prévost H., *Pour un empowerment socio-environnemental. Sociologie d’un mouvement féministe alternatif au Brésil*, thèse de doctorat en sociologie, Université Toulouse Jean Jaurès, 2019, p. 589.
- Quijano A., « Colonialidade do poder, eurocentrismo e América Latina », in *A colonialidade do saber: eurocentrismo e ciências sociais. Perspectivas latinoamericanas*, CLACSO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, Buenos Aires, 2005, pp. 117-142.
- Ratinaud P., Marchand P., « Application de la méthode Alceste à de “gros” corpus et stabilité des “mondes lexicaux” : analyse du “CableGate” avec Iramuteq », *Actes des 11eme Journées internationales d'Analyse statistique des Données Textuelles*, Liège, Belgium, 2012, pp. 835-844.
- Sabourin É., *Organisations et sociétés paysannes : une lecture par la réciprocité*, Versailles, Éd. Quae, 2012, p. 268.
- Sabourin, É. « L’agriculture brésilienne en débat : évolutions récentes, controverses et politiques publiques », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 95, no. 4, 2014, pp. 33-55.
- Safatle V., « Les limites du modèle brésilien : les nouveaux conflits sociaux et la fin de l’ère Lula », *Les Temps Modernes*, n° 678, 2, 2014, pp. 37-49.

Safatle V., « Le Brésil, possible laboratoire mondial du néo-libéralisme autoritaire » », *Le Monde.fr*, 2 septembre 2019.

Scott J.C., *La Domination et les arts de la résistance : Fragments du discours subalterne*, Ed. Amsterdam, 2009, p. 269.

Thrift S.C., « #YesAllWomen as Feminist Meme Event », *Feminist Media Studies*, 14, 6, pp., 2014, 1090-1092.

Tonneau J.P., Sabourin E., « Agriculture familiale et politiques publiques de développement territorial : le cas du Brésil de Lula », *Confins*, 5, 2009.

Trat J., « La responsable féministe, la « mauvaise tête » dans les organisations mixtes », *Cahiers du Genre*, HS n° 1, 3, 2006, pp. 143-158.